



Communiqué de l'USP du 6 octobre 2026

Protégeons nos jeunes !

Depuis environ deux semaines, nous assistons à une mobilisation d'ampleur des lycéen·nes, dans toute la France, rejoint·es par les étudiant·es. Ce mouvement a débuté en région parisienne, dans les banlieues, pour dénoncer des conditions d'apprentissage indignes d'une démocratie : non remplacements des professeurs, bâtis vétustes, passoires thermiques, manque de matériel, insalubrité, manque de personnel infirmier, médical, AESH. Ces revendications sont portées par différents syndicats de lycéen·nes depuis plusieurs années, sans réponse des instances gouvernementales. Pire, le gouvernement s'apprête encore une fois à voter un budget prévoyant des coupes toujours plus importantes dans les services publics, alors que la rentrée 2026 voyait déjà la suppression de 4 000 postes d'enseignant·es. Face à cette violence institutionnelle, les lycéen·nes des banlieues ont décidé de se mobiliser et de maintenir la pression. Ils ont été rejoint·es par une grande partie des lycées de France, y compris ceux des quartiers favorisés, puis par les universités. Nous saluons leur détermination à revendiquer leur droit de préparer leur avenir dans des conditions adaptées et égalitaires sur tout le territoire.

Nous déplorons la réponse apportée par l'État à cette mobilisation légitime, par une répression policière d'une violence inouïe face à des mineurs. Nous jugeons irresponsable et méprisant le mot d'ordre du ministre de l'Intérieur Laurent Nunez, de « faire preuve d'une totale fermeté et d'utiliser tout l'armement intermédiaire à disposition » face à une mobilisation qui s'apparenterait plus à « des violences urbaines » sans revendications. Encore une fois, et les témoignages des adultes présents en attestent, nous assistons à une répression d'une violence inacceptable, injustifiée et indigne d'une démocratie, envers les personnes qui représentent l'avenir de notre pays. Nous rappelons que les brigades de maintien de l'ordre doivent faire un usage justifié et proportionné de la force. Rien ne justifie l'usage de LBD, gazage, matraquage, face à des jeunes qui luttent pour leurs droits. Nous rappelons que nous sommes le dernier pays d'Europe à encore utiliser des armes potentiellement létales dans un usage de maintien de l'ordre.

Nous déplorons toute forme de violence, mais faisons la différence entre un feu de poubelle et l'atteinte à l'intégrité physique ou psychique de nos enfants et de nos adolescents. Certains médias ont déjà recueilli les témoignages de plusieurs jeunes placés arbitrairement en garde à vue (plusieurs milliers de mineurs placés en GAV en quelques jours), décrivant tous les symptômes d'un état de stress post traumatique. Nous nous inquiétons des conséquences potentielles et même probables de cette répression sans précédent sur la santé mentale des lycéen·nes, étudiant·es, ou même du corps enseignant. Notons qu'il s'agit déjà de la génération « sacrifiée » de la Covid.

Nous ne pouvons rester immobiles et silencieux face à cette violence d'État envers des adolescent·es ou jeunes adultes, qui font preuve d'une détermination exemplaire à faire respecter notre devise « liberté, égalité, fraternité ».

Nous, membres de l'Union Syndicale de la Psychiatrie, apportons tout notre soutien à cette mobilisation courageuse de nos jeunes, et appelons à manifester à leur côté à l'instar des principaux syndicats de notre pays, dans toute la France, le 6 octobre. Pour lutter contre les véritables casseurs des services publics, pour exiger des choix budgétaires privilégiant l'éducation la santé et la justice, pour exiger des conditions d'apprentissage et d'enseignement dignes, et pour protéger nos jeunes de ces violences institutionnelles et répressives intolérables !

Magali Mallen, membre du Comité national
Charles-Olivier Pons, président